

# Interview au Magazine LoNam



Permettez-moi tout d'abord de vous remercier de m'avoir permis, à travers votre publication, d'aller à la rencontre de vos lecteurs et plus particulièrement mes sœurs et mes frères africains que je salue chaleureusement. Au delà de ma mission de représentation de mon pays, je me considère, humblement, comme l'un des Ambassadeurs et porte-paroles de l'Afrique, ici à Berlin et partout où me conduit ma mission.

*Il y a presque un an, le Premier ministre algérien, Abdelmalek Sellal, a effectué une visite en Allemagne. Lors des entretiens qui ont eu lieu avec la chancelière Merkel, il a été convenu de renforcer la coopération entre les parlements allemand et algérien. Que s'est-il passé depuis ?*

Effectivement, nous avons inauguré l'année 2016 par la visite du Premier Ministre Abdelmalek SELLAL. Ses rencontres à Berlin, en particulier avec la Chancelière Angela MERKEL, ont donné une nouvelle impulsion aux relations bilatérales qui sont excellentes. Tous les domaines de coopération ont été passés en revue, y compris celui qui symbolise et qui nourrit la relation entre les peuples, c'est à dire, à travers leurs représentants élus au sein des parlements.

Plusieurs activités et des échanges existent déjà dans ce cadre, communément appelé diplomatie parlementaire.

Il faut également préciser, que cette visite a donné lieu à l'organisation d'un grand forum économique auquel ont participé plus de quatre cent opérateurs des deux

pays. Ceci pour confirmer que c'est autour de l'acte économique et à travers l'investissement que se construit le partenariat, gagnant-gagnant, auquel aspirent l'Algérie et l'Allemagne.

*En été, l'Allemagne a déclaré, entre autres, que l'Algérie fait partie des pays sûrs. Cependant, nul ne peut nier que beaucoup de gens, notamment les jeunes, ne voient aucune perspective et décident de partir à l'étranger. Le chômage chez les jeunes est la raison principale qui pousse les Algériens et les Algériennes à fuir. Quelles sont les mesures prises par votre pays afin de satisfaire les jeunes ?*

L'Algérie est un pays sûr, qui jouit de la stabilité et qui offre d'énormes opportunités, non seulement à ses enfants mais également aux investisseurs extérieurs. Le taux de chômage en Algérie oscille entre 8 et 9 %, soit le plus bas dans la région et ce, grâce à la relance économique générée par les plans de développement successifs lancés par le Président de la République, Abdelaziz BOUTEFLIKA.

En fait, le paradoxe est que de nombreux secteurs, comme l'agriculture et la construction manquent de main d'œuvre.

Les jeunes algériens, qui bénéficient d'une éducation gratuite, depuis le primaire jusqu'à l'université, accèdent à plusieurs dispositifs, financés par l'Etat, pour créer leurs propres micro-entreprises. Alors, n'exagérons rien. Les jeunes algériens ne fuient pas leur pays comme vous dites. C'est des situations et des choix individuels, qui ne représentent pas une tendance significative. D'ailleurs, nous enregistrons de nombreux retours volontaires.

*Un grand forum d'affaires et d'investissement transactionnel aura lieu début décembre à Alger. L'Algérie prévoit de jouer un rôle majeur afin de booster l'économie en Afrique. Comment l'Algérie va-t-elle procéder ?*

Tout à fait. L'Algérie organise du 3 au 5 décembre 2016, un forum africain d'investissements et d'affaires. L'objectif est double. Etablir des accords de coopération entre les opérateurs africains et amener les opérateurs non-africains à participer à des partenariats triangulaires.

Comme l'a souligné le Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères et de la coopération, Ramtane LAMAMRA, le but de ce forum n'est pas de créer des relations économiques bilatérales entre l'Algérie et le reste de l'Afrique, car ces relations existent déjà et se renforcent continuellement, mais celui de donner l'occasion à l'émergence d'un réseau de coopération à travers le continent.

Plus de 2000 opérateurs africains sont attendus, auxquels s'ajoutent des acteurs économiques non africains. C'est l'une des actions les plus récentes de l'Algérie, qui vient s'ajouter à toutes ses initiatives tournées vers l'Afrique. Nous croyons fermement à la solidarité et à l'intégration africaines et nous y travaillons depuis toujours.

Laissez-moi juste mentionner la contribution de mon pays à la formation des élites africaines, pour ne citer que ce secteur stratégique. Plus de 1000 bourses d'études universitaires sont octroyées, chaque année, par l'Algérie, à des jeunes, qui viennent de tous les pays africains. Mon pays abrite aussi et soutient l'un des cinq

démembrements de l'Université Panafricaine, créée par l'Union Africaine, à savoir l'Institut pour les sciences de l'Eau et de l'Energie (PAUWES), qui s'occupe également du changement climatique.

***En novembre, une conférence mondiale sur le climat a eu également lieu au Maroc- votre pays voisin-. Est-ce que les débats sur notre climat ont aussi un impact sur les décisions algériennes ?***

Le Sommet mondial sur le climat (COP22) est une étape charnière dans l'action de la communauté des nations, en réponse à un défi planétaire, celui du réchauffement climatique. L'Algérie, qui a adhéré le 19 octobre 2016 à l'Accord de Paris, a toujours été très active dans la négociation climatique internationale et a apporté sa contribution, notamment dans le cadre de l'élaboration et de la défense de la position africaine. Ses positions s'appuient, en particulier, sur une réalité qui n'est pas différente de celle des autres pays africains.

En matière d'engagement individuel, elle a soumis sa « Contribution prévue déterminée au niveau national » (INDC), qui prévoit, d'ici 2030, une réduction inconditionnelle des émissions nationales de gaz à effet de serre de 7%. Cette contribution pourrait aller au-delà, avec un soutien technique et financier conséquent de la part de ses partenaires. C'est la même chose en matière d'adaptation, où les actions nationales sont foisonnantes mais ont besoin d'un appui technique et financier pour lequel l'Algérie plaide, au bénéfice de l'Afrique et des autres pays en développement, avec lesquels elle partage des points de vue similaires par rapport aux vulnérabilités et à la manière de les prendre en charge.



***L'armée algérienne est en état d'alerte renforcée et a renforcé sa présence dans les zones frontalières avec la Libye et la Tunisie. Comment ces interventions influencent-elles les relations avec les pays voisins ?***

Compte tenu des défis sécuritaires dans sa région, représentés par le terrorisme et le crime transfrontalier organisé, l'Algérie a engagé un effort colossal pour sécuriser l'ensemble de ses frontières, longues de plus de 6300 kms et, ce faisant, elle contribue activement à la sécurité des pays voisins, en particulier ceux qui traversent une situation difficile comme le Mali, la Libye et la Tunisie.

Ces pays, avec lesquels nous entretenons des liens de fraternité et de bon voisinage, ont, par la voix de leurs plus hautes autorités, rendus hommage à l'Algérie et à son Président de la République, pour cette contribution et pour le soutien qu'elle leur apporte dans la lutte anti-terroriste.

Outre les cadres de coopération bilatérale et les mécanismes de concertation avec les pays voisins, pris individuellement, des structures ont été mises en place pour renforcer, à plus large échelle, la coopération anti-terroriste, à l'image du Comité d'Etat Major Opérationnel conjoint (CEMOC) au sein duquel activent l'Algérie, le Mali, la Mauritanie et le Niger.